

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
Commissariat à la Sécurité  
Alimentaire (CSA)  
-----

Projet de Mobilisation des Initiatives  
en matière de Sécurité Alimentaire  
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE KOULIKORO  
Cercle de Kati  
Commune rurale de Yélékébougou

# PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE YELEKEBOUGOU

**2008 - 2012**

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali  
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



**Mars 2008**

## I. INTRODUCTION

### **Contexte et utilité du diagnostic dans le cadre du Programme National de Sécurité Alimentaire**

La mise en œuvre du programme national de sécurité alimentaire à travers lequel la République du Mali a opté pour une gestion décentralisée de la sécurité alimentaire faisant de celle-ci un espace ouvert à tous les partenaires.

Ce programme et la traduction de la stratégie nationale de sécurité alimentaire, SNSA, adoptée en 2002 par le gouvernement du Mali, ce qui a conduit à l'adoption du cadre institutionnel en 2003, qui est conforme au processus de décentralisation et implique le niveau national, régional, local et communal.

Tous les acteurs doivent participer aux instances de concertation et de coordination prévues à ces niveaux.

Les défis et les enjeux de la stratégie nationale de sécurité alimentaire sont :

- Nourrir une population en forte croissance et de plus en plus urbaine ;
- Asseoir la croissance des revenus ruraux sur une stratégie rapide du secteur agricole ;
- Affronter la diversité des crises alimentaires ;
- Intégrer la gestion de la sécurité alimentaire dans le processus de décentralisation et de la réforme de l'Etat ;

Cette stratégie nationale se fixe les objectifs suivants :

#### **Objectifs généraux :**

- Assurer les conditions d'une sécurité alimentaire structurelle durable et intégrée ;
- Améliorer la prévention et la gestion des crises alimentaires

#### **Méthodologie :**

Pour l'élaboration du plan de sécurité alimentaire, PSA, la démarche comprenant quatre étapes a été adoptée :

- L'étape de diagnostic
- L'étape de concertation
- L'étape de planification/programmation
- L'étape de validation/restitution

La première phase du diagnostic consiste à l'établissement d'une situation de référence ; connaître les potentialités et les contraintes de la collectivité, du milieu, des hommes, l'évolution de l'environnement.

Ce diagnostic a été fait suivant les quatre piliers de la sécurité alimentaire, à savoir :

- La disponibilité des aliments
- L'accès aux aliments
- L'utilisation des aliments
- La stabilité dans l'approvisionnement

L'analyse de la situation a consisté à l'énumération des potentialités, des contraintes et des solutions à envisager pour résoudre les problèmes.

L'étape suivante était celle de la planification, ce qui a consisté un atelier le 14 octobre, qui a regroupé les services techniques (OHVN, SCN), les partenaires au développement et les élus communaux.

Il s'agit là de revoir ensemble le diagnostic pour proposer une planification de l'ensemble des activités pour une durée de cinq ans.

L'étape de la concertation communautaire, élus, chefs de villages était celle qui a un caractère de sensibilisation des communautés. Elle a permis aussi de situer les citoyens de la commune en termes d'efforts à consentir pour financer ce plan de sécurité.

**La dernière étape est celle de la restitution et validation par le conseil communal au cours d'une session ordinaire.**

### **1.3 Présentation de la commune**

#### **1.3.1 Historique**

Elle a été créée par la loi n°96-059 du 04/11/1996 et compte 17 villages que sont : Yélékébougou qui donne son nom à la commune, Fabougoula, Siramasso, Soungalaobougou, Guilly, N'Golofala, Koba, N'Tiani, Fansira-coura, Fansira-coro, M'Bamba, Ninzana, Moribougou-coura, Mery, Tinzéni, Koulounikoro et Fiah.

#### **1.3.2 Situation géographique**

Situé au Nord à 30 km du chef lieu de cercle, la commune rurale de Yélékébougou présente les limites ci-après :

- Est : Commune Rurale de Safo
- Ouest : Commune Rurale de Kalifabougou
- Nord-Ouest : Commune Rurale de Djédougou Torodo
- Nord : Commune Rurale de Nonsombougou (Cercle de Kolokani)
- Sud: Commune Rurale de Kambila.

Elle couvre une superficie estimée à 288,03 km<sup>2</sup>.

#### **1.3.3 Population**

Estimée à 11 422 habitants depuis 2000 selon le recensement administratif avec un taux d'accroissement annuel de 1,37 %, nous l'estimons aujourd'hui à 12 224 âmes réparties comme suite :

- Hommes 6 234 soit 51 % environ
- Femmes 5 990 soit 49 % environ.

Le constat qui s'impose ici, c'est que c'est une commune où les hommes sont plus nombreux que les femmes. C'est aussi une commune dans laquelle cohabitent surtout les Bambaras, les Peulhs et les Sarakolés avec comme langue courante le Bambara. La population se partage entre l'Islam, le Christianisme et l'Animisme.

#### **1.3.4 Accessibilité**

Traversée par route nationale n°3, elle facile d'accès et même sur pistes (malgré leur mauvais état par endroit) pour quelqu'un qui veut se rendre à l'intérieur. Le relief est quelque peu accidenté par des cours d'eau certes. Cependant il ne rend pas impossible la circulation intérieure.

#### **1.3.5 Ressources naturelles**

Elles sont disponibles et concernent les sols, les eaux, la flore et la faune et dont l'usage est fonction des activités que mènent les habitants de la commune.

#### **1.3.6 Infrastructures et équipements**

En terme d'infrastructures ce sont les écoles, CED et centres d'alphabétisation en nombre insuffisant bien sûr :

- une (01) école à Yélékébougou (1<sup>ère</sup> à 9<sup>ème</sup> année)
- une (01) école à Guilly (1<sup>ère</sup> à 6<sup>ème</sup> année)
- deux (02) écoles à Koba dont une communautaire
- une (01) école communautaire à Mery
- un (01) CED à Moribougou et
- cinq (05) centres d'alphabétisation.

C'est aussi le CSCOM de Yélékébougou et la maternité de Koulounikoro aux quels s'ajoutent les deux (02) marchés des mêmes localités, la RN3, le siège de la Mairie, un magasin de stockage, le bâtiment de la sécurité, le siège de l'ONG BADS, les mosquées, les églises et les terrains de foot non encore aménagés.

Quant aux équipements, il est à retenir qu'en plus des points d'eau existants : puits et forages qui totalisent en tout 170, il y a des équipements agricoles qui sont :

- charrue : 365
- charrettes : 510
- multiculteur : 220
- semoir : 199
- appareil de traitement : 25.

Cependant les besoins sont encore loin d'être satisfaits.

### **1.3.7 Activités socio- économiques et culturelles**

C'est surtout l'agriculture, l'élevage, l'exploitation de la forêt (cueillette, chasse, bois combustible) aux quelles s'ajoutent le commerce, le maraîchage et l'artisanat qui constituent les principales activités socio économiques de la commune.

### **1.3.8 Structures / services**

En plus des services déconcentrés de d'Etat (OHVN, Santé et Education qui sont représentés) et les ONG comme BADS, APGR et AMEPE aussi résidants, il y a la conservation de la nature, le contrôle réglementation, le SLACAET, le CCC et l'ANICT qui interviennent de loin.

Les exploitants de carrière comme l'entreprise chinoise COVEC et tout récemment STONE en voie d'installation comptent aussi parmi les structures d'intervention sans oublier surtout l'administration communale représentée par la mairie.

## **1.4 Partenaires et Prestataires :**

**a) Partenaires Techniques et Financiers :** les aspects techniques sont touchés par des structures comme le Centre de Conseil Communal (CCC) en terme de renforcement des capacités, le Bureau d'Assistance pour le Développement social (BADS) et l'Association Malienne pour l'Education du Public et la Protection de l'Environnement pour des Actions en Faveurs de l'Environnement et l'Alphabétisation et l'Association pour la Promotion des Groupements Ruraux et récemment le Tonus pour le Micro Crédit.

**b) Prestataires :** c'est l'Agence Nationale pour l'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) dont l'activité principale concerne les constructions dans les domaines Educatif et Administratif.

**1.5 Education :** elle est de type public, privé et communautaire avec un taux moyen de 53 % de réussite à l'examen en 2004 dans toute la commune. La principale contrainte demeure le manque de logement pour les élèves qui viennent d'ailleurs que les villages abritants les écoles tels que Yélékébougou, Guilly, Koba et Meny.

Les normes sont largement dépassées par les valeurs à cause des effectifs élevés et l'insuffisance de salles de classe exceptée pour les centres d'alphabétisation et centres d'éducation pour le développement (CED) où les normes sont loin d'être atteintes. Ainsi, par des facteurs multiples, le taux actuel d'alphabétisation est 5 % sur une norme de 100 % les CED sont encore peu faute d'autorisation de l'Etat POUR LEUR CR2ATION ;

Quant aux infrastructures éducatives elles sont gérées par un comité de gestion scolaire mis en place par le système de vote et au sein figurent seize (16) femmes.

### **1.6 Santé :**

Il y a un CSCOM à Yélékébougou avec un dépôt pharmaceutique en médicaments DCI et une maternité à Koulounikoro. Il faut surtout noter l'insuffisance de personnel : 3 au CSCOM et 01 à la maternité pour toute une commune. Les ratios étant de :

- 1 infirmier pour 11 422
- 2 matrones pour 11 422
- 1 aide soignant pour 11 422
- 1 centre de santé pour 11 422
- pharmacie et ou dépôt pour 11 422, ces ratios se trouvent aujourd'hui caduques et le seront plus d'ici 2009 si les élus ne prennent pas le devant en investissant dans le domaine parce que la population aura beaucoup augmenté et les différents taux aussi qui sont de l'ordre de :
  - 15,75 % pour la fréquentation des centres,
  - 15,90 % pour les consultations prénatales,
  - 15,45 % pour les accouchements assistés,
  - 10,00 % pour les consultations post natales et
  - 80 % pour la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans.

### **1.7 Sport, Art et Culture :**

Ils sont très peu pratiqués voire inexistant dans le cas de l'art et la culture faute d'espace appropriés et d'organisation. L'engouement est peu manifesté pour le sport surtout qui se pratique dans la cour de l'école à Yélékébougou par les tous petits. Aucune équipe n'est formée dans ce domaine. Cependant les ressources humaines sont là si l'on sait que la tranche d'âge située entre 15 et 45 ans est la plus élevée et c'est dans cette tranche que l'on retrouve les vrais pratiquants des disciplines en terme de capacité et d'endurance mais les moyens ne s'y prêtent pas.

## **2) Economie Rurale**

### **2.1 Ressources Naturelles :**

- Elles concernant les forêts, abusivement exploitées dans un but lucratif avec peu ou pas de reboisement de la part des exploitants eux-mêmes. Seuls quelques endroits préservés en terme de classée, mise en défens et bois sacré font la fierté des populations aujourd'hui. Cependant, au rythme où l'on va, elles finiront par s'attaquer à ces existants d'ici 2009 si les autorités communales n'entreprennent pas des actions en faveur de l'environnement surtout que la population croît d'année en année et partout le nombre d'exploitants qui, pour en faire

une activité lucrative, qui pour défricher un nouveau champ ou pour sculpter etc.. sans compter les feux incontrôlés.

- C'est aussi les terres agricoles de l'ordre de 26 395 ha caractérisées par leurs extrêmes pauvretés grâce à l'action humaine d'une part et aux phénomènes naturelles d'autres parts comme l'effet des eaux de ruissellement qui lessive au même titre que les vents des saisons sèches.

En plus ce sont les cours d'eau, aujourd'hui tarissables parce que ensablés suite à des facteurs comme l'agriculture qui se pratique jusqu'aux abords et les carrières qui s'ouvrent un peu partout et dont l'effet dégradant sur l'environnement est reconnu de tous. Ne prenant pas garde alors, terres agricoles et pastorales s'amenuiseront au bout d'un certain temps surtout que les taux d'exploitation et de déforestation avoisinent 80 % avec peu de vigilance de la part des populations elles mêmes bénéficiaires de ces ressources.

## **2.2 Agriculture :**

Elle doit beaucoup à l'OHVN à cause des intrants d'une part, et au peu d'équipements et animaux de traits existants d'autre part malgré leur insuffisance et le déficit pluviométrique. Cependant, elle est aujourd'hui contraignante faute de méconnaissance des nouvelles techniques culturales et aussi de moyens financiers pour s'octroyer des équipements ; le crédit agricole étant difficile d'accès depuis 1996. Le palliatif à cet état de fait, c'est l'organisation du monde paysan surtout que les valeurs actuelles des rendements par spéculation sont largement en dessous des normes.

Dans tous cela le rôle de la femme se ramène à la culture de l'arachide sur de petites parcelles acquises difficilement auprès des maires si et seulement si elle termine le repas et l'apporte au champ. Pourtant dans les villages le rôle de l'homme prend fin dès que les récoltes sont finies.

## **2.3 Elevage :**

Peu prospère, il concerne les bovins, les ovins caprins, les asins, camelins, porcins et surtout la volaille en dehors de laquelle les autres sont en nombre très réduits. Ce sont les feux de brousse et le manque de point d'eau dans beaucoup de villages qui rendent difficile ce sous secteur aussi caractérisé par la faible couverture sanitaire, les vols aux quels s'ajoute l'abattage qui concourent à la diminution du cheptel dans le commune. Les nouvelles autorités doivent donc agir en collaboration avec le concernés pour rendre le domaine plus prospère à jamais.

## **2.4 Environnement / Assainissement :**

Des forêts villageoises, bosquets, vergers, plantations d'alignement existent certes avec des mesures de lutte anti érosives. Mais ce sous secteur est peu organisé avec un seul comité de gestion du trésor villageois (GTV) qui fonctionne sur dix sept villages que compte la commune. L'environnement étant difficilement gérable par des actions isolées, mieux vaut

donc conjuguer les efforts. Cela passe nécessairement par une forte organisation des populations qui s'impose aujourd'hui faute de quoi il serait hasardeux de tenter la sauvegarde de l'environnement qui, du reste ne peut être assaini que par les humains.

## **2.5 Hydraulique :**

Malgré l'existence des points d'eau potable (119 puits traditionnels, 25 puits améliorés, 9 puits à grand diamètre et 17 forages équipés de pompe manuelle) les besoins des populations en eau sont loin d'être satisfaits soit à cause des pannes fréquentes des pompes, soit à cause du tarissement précoce des puits (traditionnels et grand diamètre) aussi dû à la baisse de la nappe phréatique qu'il couvrent de relever par des actions maîtrisées pour pouvoir résoudre à jamais le problème d'eau dans la commune surtout sachant que les pluies se font rares partout dans le pays excepté du reste la région de Sikasso où elles atteignent encore des hauteurs considérables au regard des données météorologiques.

## **3- Infrastructures et Bâtiments**

### **3.1 Infrastructures et Equipements socio-économiques :**

En plus des bâtiments socioculturels : mosquées, églises et logement des enseignants, œuvres des populations elles mêmes, il y a le CSCOM, une maternité, des écoles (même si elles sont insuffisantes) aux quels s'ajoutent le siège de l'administration communale (Mairie) financé par l'ANICT et un magasin de stockage grâce à l'AMEPE. Les boutiques et équipements passables dans leur état sont privés. Le marché de Yélékébougou lui, est très mal organisé.

Ce qui signifie que les nouvelles autorités ont quoi « ne pas chômer ».

### **3.2 Axes Routiers, Chemins de Fer et Navigation :**

Les deux derniers sont inexistantes. La commune totalise 10 km de route nationale en très bon état. Les pistes valent 110 km tous les villages confondus. Elles sont seulement praticables que pendant la saison sèche parce que pas entretenus et par manque de ponts par endroit pour faciliter la traversée durant l'hivernage et rallier chef lieu de commune. Les eaux de pluies ruisselantes retiennent longtemps les populations en besoins de se rendre à Yélékébougou pour des raisons qui les concernent.

### **3.3 Equipements de la Communication :**

Pas de radio, pas de téléphone, pas de Rac et encore moins d'intérêt (la commune n'étant pas d'ailleurs électrifiée). Ils sont au stade de promesse. Cela signifie que les autorités locales doivent encore « activer ».

## **4) Secteur Secondaire**

Elle n'est pas du tout développée pris dans son ensemble : eau, énergie, mines, industries. Seulement l'artisanat est dominé par les forgerons, soudeurs, maçons, tailleurs, menuisiers et mécaniciens en nombre très insuffisant d'ailleurs. Le tourisme est presque inexistant malgré l'existence de certains points que la population croit nécessaires : bois sacré dans



tous les villages, marigot sacré à Koba, des fétiches (surtout culturel) et deux tombeaux respectivement à Fiah et Meny. C'est donc un secteur où il reste encore beaucoup à faire par l'administration communale en place et à laquelle les populations ont confié leur « devenir ».

## **1.5 Orientations et objectifs du développement**

### **1.5.1 Les grandes orientations de la commune**

#### **1) Economie Rurale :**

- Augmentation des revenus des populations de la commune 50 %

#### **2) Secteur Secondaire :**

- Promouvoir le commerce et l'artisanat, l'eau potable pour tous d'ici l'an 2025 et protéger l'environnement contre l'exploitation abusive des carrières.

#### **3) Infrastructures :**

- Désenclavement de la commune,  
- Amélioration du cadre de vie de la population de la commune.

#### **4) Ressources Humaines :**

- Augmentation du taux de scolarisation et du taux d'alphabétisation à 80 %  
- Augmentation de la couverture sanitaire à 85 %  
- Promouvoir l'emploi, le sport, l'art et la culture  
- Garantir la sécurité des personnes et des biens.

### **1.5.2 Objectifs globaux et spécifiques**

#### **1) Economie Rurale :**

##### **a) Objectifs Globaux :**

- Augmenter les productions agricoles, pastorales et diminuer l'exploitation forestière.

##### **b) Objectifs Spécifiques :**

- Fertiliser les terres cultivables,  
- Doter les villages en matériels et équipements agricoles,  
- Maîtriser les eaux de surface,  
- Organiser le monde paysan,  
- Améliorer la couverture sanitaire du cheptel,  
- Gérer mieux les pâturages,  
- Lutter contre la coupe abusive du bois,  
- Reboiser à outrance.

#### **2) Secteur Secondaire :**

##### **a) Objectifs Globaux :**

- Développer le commerce et l'artisanat,  
- Faciliter l'accès à l'eau potable de tous et  
- Protéger l'environnement.

**b) Objectifs Spécifiques :**

- Organiser les commerçants et artisans,
- Réaliser des points d'eau,
- Reconstituer le couvert végétal,
- Restaurer les sols.

**3) Infrastructures :**

**a) Objectifs Globaux :**

- Rendre praticable les pistes en toute saison,
- Faciliter la communication,
- Donner un aspect esthétique au chef lieu de commune.

**b) Objectifs Spécifiques :**

- Redresser les rues
- Avoir le téléphone dans les villages
- Attribuer des lots à usage d'habitation.

**4) Ressources Humaines :**

**a) Objectifs Globaux :**

- Diminuer le taux d'analphabétisme
- Diminuer le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans
- Développer le sport, l'art et la culture
- Lutter contre la pauvreté
- Doter la commune en moyens d'information et sensibilisation
- Renforcer la sécurité des personnes et des biens.

**b) Objectifs Spécifiques :**

- Recruter le maximum d'enfants à l'école
- Vacciner le maximum d'enfants et de femmes à l'âge de procréation
- Créer des emplois
- Mettre en place une troupe théâtrale et une équipe communale
- Réduire enfin les actes de banditisme.

**1.6 Système d'acteur**

**1.6.1 Le Conseil Communal**

Depuis les élections communales, du 30 Mai 2004, la commune de Yélékébougou dispose d'un conseil communal de 17 Membres élus pour 05 ans.

Il s'agit de :

1	COULIBALY	Yacouba	Maire
2	TRAORE	Issa	1 <sup>er</sup> Adjoint Maire
3	COULIBALY	Oumar	2 <sup>ème</sup> Adjoint Maire
4	SIDIBE	Abdoulaye	3 <sup>ème</sup> Adjoint Maire
5	COULIBALY	Iclin	Conseiller communal
6	DIARRA	Koulou	Conseiller communal
7	SIDIBE	Sétou	Conseiller communal
8	TRAORE	Dossolo	Conseiller communal
9	KONARE	Niama	Conseiller communal
10	TRAORE	Oumar	Conseiller communal
11	COULIBALY	Tiéman	Conseiller communal
12	COULIBALY	Mamadou	Conseiller communal
13	COULIBALY	Bakary	Conseiller communal
14	COULIBALY	Dianégué	Conseiller communal
15	COULIBALY	Salif	Conseiller communal
16	TRAORE	Daouda	Conseiller communal
17	DOUKARA	Tidiane	Conseiller communal

La commune dispose d'un personnel communal composé de :

DIARRA	Fatoumata	Secrétaire Général
DEBOUKAMA	Kissima	Régisseur recettes
BA	Diariatou	Régisseur dépenses
DIAKITE	Sidiby	Secrétaire dactylo

### **1.6.2 Partenaires intervenant dans la commune AMEPPE, LE/TONUS, TAGNE, PACT, CIWARA,**

### **1.7 Les Atouts**

- Existence de bas-fonds aménageables ;
- Existences de terres cultivables ;
- Abondance de pâturage ;
- Existence de coopérations paysannes ;
- Existence de pistes ;
- Existence de beaucoup d'artisans ;
- Existence de 02 marchés hebdomadaire ;

- Existence de puits à grand diamètre dans tous les villages ;
- Existence de quelques forages ;
- Existence de moulins ;
- Existence de céréales (mil, maïs, arachide, haricot, riz) ;
- Existence de viande et d'une importante quantité de légumes (tomate, oignons, concombre) ;
- Existence de fruits (mangues melon, goyaves, karité... ;
- Existence d'une banque de céréales ;

### **1.8 Les Contrainte**

- Pauvreté des sols
- Sous-équipement des paysans
- Erosion des sols
- Absence de pharmacie vétérinaire
- Manque de parc de vaccination
- Eloignement du lieu d'approvisionnement en aliment bétail et des intrants agricoles
- Dégradation de l'environnement par les unités d'exploitation des carrières
- Feux de brousse
- Usage excessif des engrais chimiques
- Tarsissement précoce des cours d'eau
- Non maître des nouvelles techniques agricoles par les paysans
- Tarsissement précoce de puits

### **1.9 Les stratégies de mise en œuvre**

Les stratégies de mise en œuvre de ce programme de sécurité alimentaire consistent :

- L'adoption de cet outil de planification comme document de référence pour les acteurs et les partenaires afin d'assurer la cohérence et garantir l'impact et un développement humain et durable.
- Ventilation au regard des acteurs pour une large sensibilisation d'information et de formation sur leur rôle dans l'exécution de ce plan de sécurité alimentaire.
- La Mobilisation de ressources internes (impôts et taxes) et des ressortissants de la commune.
- La Mobilisation de ressources externes Etat, entreprise, Institutions, ONG et autres afin de participer pleinement à l'exécution du plan de sécurité alimentaire

### **1.10 Mécanisme de suivie et évaluation**

Un comité restreint sera mis en place pour le suivi permanent de la mise en œuvre correcte et effective de ce processus du plan de sécurité alimentaire de la commune. Le comité sera composé des élus communaux de la société civile ...

## II. DIAGNOSTIC

Piliers	Atouts/ Potentialités	Contraintes/Problèmes	Solutions proposées	Activités	Localisation
<b>1. Disponibilités</b>	Existence de bas-fonds aménageables	Insuffisance de terres cultivables	Réaliser des superficies cultivables	Aménagement des bas-fonds	
	Existences de terres cultivables	Pauvreté des sols	Rendre les sols fertiles	Formation des paysans en technique de production de fumure organique	Commune
	Absence de la production maraîchère	Sous-équipement des paysans	Faciliter paysans l'accès aux crédits	Octroi de crédits agricoles aux paysans	Commune
	Abondance de pâturage	Erosion des sols	Lutter contre l'érosion	Vulgarisation des techniques de lutte anti-érosion (cordon pierreux, haie vive)	Commune
	Existence de 22 coopérations paysannes	Absence de pharmacie vétérinaire	Créer une pharmacie vétérinaire	Encouragement de la création d'une pharmacie vétérinaire	Yélékébougo u
		Manque de parc de vaccination	Créer un parc de vaccination	Construction d'un parc de vaccination	Yélékébougo u
		Eloignement du lieu d'approvisionnement en aliment bétail et des intrants agricoles	Rapprocher le lieu d'approvisionnement en aliment bétail	Construction d'un magasin de vente des intrants agricoles et des aliments bétails	Yélékébougo u
		Dégradation de l'environnement par les unités d'exploitation des carrières	Lutter contre la dégradation de l'environnement	Organisation des campagnes de reboisement, formation des populations en technique de fabrication des foyers améliorés	Commune

		Coupe abusive du bois	Reboiser	Sensibilisation sur la pratique de feu et la coupe abusive du bois	Commune
		Feux de brousse	Lutter contre les feux de brousse	Réalisation de parc feux	Commune
		Usage excessif des engrais chimiques	Modérer l'utilisation des engrais	Formation des maraîchers sur l'utilisation des engrais chimiques	Commune
		Tarissement précoce des cours d'eau	Rendre les cours intarissables	Surcreusement de points d'eau	Commune
		Non maître des nouvelles techniques agricoles par les paysans	Alimentation des retenues d'eau	Réalisation des retenues d'eau	
		Tarissement précoce de puits	Rendre les puits intarissables	Formation des paysans sur les nouvelles techniques agricoles Réalisation des puits à grand diamètre	Commune
		Absence de coopératives maraîchères	Créer des coopératives maraîchères	Organisation des maraîchers en coopérative	
		Non respect des statuts et règlements intérieurs des coopératives	Respect les statuts et règlements intérieurs des coopératives	Sensibilisation des membres des coopératives sur l'importance du respect des statuts et règlements intérieurs	
<b>II. Accès</b>	Existence de pistes	Mauvais état des pistes	Améliorer l'état des pistes	Entretien de pistes	Commune
		Pauvretés monétaires	Augmenter les revenus de populations	Organisations et formations des femmes pour les activités de	Commune

<p>Existence de beaucoup d'artisans (forgerons, menuisiers etc.)</p> <p>Existence de 02 marchés hebdomadaire</p>				fabrication des savons, de teintures etc.	
	Difficultés d'écoulement des produits maraîchers	Faciliter l'écoulement des produits maraîchers	Organisation du circuit commercial	Commune	
	Absence de caisse d'épargne et de crédit	Suscité la mise en place d'une caisse d'épargne et de crédit	Mise en place d'une caisse d'épargne de crédit		
	Non diversification des produits maraîchers	Diversification des produits maraîchers	Facilitation de l'accès des populations au crédit		
	Non prévision des besoins alimentaires familiaux après les récoltes	Prévoir les besoins alimentaires familiaux	Sensibilisation des producteurs maraîchers sur l'importance de la diversification des produits, approvisionnement en semences maraîchères, sensibilisation des paysans sur l'importance de la prévision des besoins alimentaires de la famille	Commune	



<b>III. Utilisation</b>	Existence de puits à grand diamètre dans tous les villages	Insuffisance d'eau potable	Accroître l'approvisionnement en eau potable	Réparation des pompes en panne, Réalisation de forages et de et la réhabilitation des puits traditionnels	Commune
	Existence de quelques forages	Insuffisance de moulins	Augmenter le nombre de moulins	Réparation des moulins	Commune
	Existence de moulins	Absence d'unités de transformation des produits maraîcher	Faciliter l'accès aux unités de transformation	Approvisionnement en unités de transformation des produits maraîchers	Yélékégougo u
	Existence de céréales (mil, maïs, arachide, haricot, riz)	Méconnaissance des capacités nutritives des aliments	Informé la population sur les capacités nutritives des aliments	Vulgarisation des capacités nutritives des aliments	
		Non diversification des aliments	Diversifier les aliments	Formation, sensibilisation des femmes sur les techniques culinaires	
	Existence de	Manque d'hygiène des aliments	Améliorer l'hygiène des aliments	Sensibilisation de la population sur l'hygiène des aliments	

	viande et d'une importante quantité de légumes (tomate, oignons, concombre)  Existence de fruits (mangues melon, goyaves, karité...)				
<b>IV. Stabilité</b>	Existence d'une banque de céréales	Insuffisance de banque de céréales	Augmenter le nombre de banque de céréale	Création de banques de céréales	
		Absence d'unité de conservation des produits agroalimentaires	Implanter des unités de conservation	Création d'unité de conservation	
		Mauvaise gestion des banques de céréales	Améliorer la gestion des banques de céréales	Formation des membres des comités de gestion des banques de céréales	

### III. PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE DE YELEKEBOUGOU

**Objectif global : Assurer la Sécurité Alimentaire des populations de la Commune**

Activités	Période					Coûts estimatifs	Sources de financement			Localité
	2008	2009	2010	2011	2012		Conseil de cercle	Commune	partenaires	
1.					x	PM			x	
2	x	X				246 000		25 000	221 000	
3	x	X	x			10 000 000			10 000 000	Commune
4	x	X	x	x	x	150 000		50 000	100 000	
5					x	75 000		75 000		
6		X				2 500 000			2 500 000	Yélékébougou
7	x	X	x	x	x	850 000		425 000	425 000	Commune
8	x	X	x	x	x	425 000		100 000	325 000	Commune
9	x	X	x	x	x	125 000		125 000		Commune
10	x	X	x	x	x	25 000		25 000		Commune
11		X	x	x	x	51 000			31 000	
12				x	x	PM				Koba, Yélékébougou
13				x	x	PM				Commune
14	x					264 000		25 000	221 000	Commune
15	x	X	x	x	x	2 500 000			2 500 000	
16	x					10 000		10 000		Yélékébougou
17	x	X	x	x	x	125 000		125 000		
18	x	X	x	x	x	PM				
19	x	X	x	x	x	50 000		10 000	40 000	Commune

<b>20</b>	x	X				10 000		10 000		Commune
<b>21</b>			x			25 000		25 000		Commune
<b>22</b>		X			x	100 000		50 000		Yélékébougou
<b>23</b>		X			x	PM				Commune
<b>24</b>	x	X	x	x	x	30 000 000			30 000 000	
<b>25</b>	x	X	x	x	x	PM				Commune
<b>26</b>				x		PM				Commune
<b>27</b>			x	x	x	100 000				
<b>28</b>	x		x			20 000		20 000		
<b>29</b>				x	x	5 600 000		5 600 000		Yélékébougou
<b>30</b>						350 000				
<b>31</b>				x	x	50 000		50 000		Commune